

Lettres de l'Internationale

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

Echec d'un grand projet des Compagnies de Chemins de fer

La dissolution de l' « Association des Employés et Actionnaires de chemins de fer » qui aura lieu le 1^{er} juillet sera un événement important et significatif du mouvement ouvrier américain.

Il y a cinq ans, lorsque cette Association fut créée, un mécontentement général existait aux Etats-Unis contre les compagnies de chemins de fer; leur tyrannie déjà ancienne devenait insupportable et une sérieuse campagne commençait pour y mettre fin. Partout, on pressait les législateurs de voter des lois brisant la toute puissance des compagnies et réduisant leurs revenus. De leurs côté, les cheminots redoublaient d'activité, renforçant leurs organisations anciennes et en créant de nouvelles, et ils formulaient leurs revendications.

Les compagnies, se voyant prises entre deux feux, le public en général et leurs employés, eurent l'idée géniale de créer cette association singulière, de cheminots et d'actionnaires, pour se débarrasser d'un coup des deux mouvements. L'Association se donna pour but de grouper cheminots et actionnaires en une alliance offensive et défensive qui mettrait à profit toutes les occasions pour s'efforcer d'atténuer et de faire disparaître le mécontentement du public contre les compagnies et, d'une manière générale, défendre l'industrie des chemins de fer.

L'adhésion des cheminots était obtenue par promesse ou par menace. Par promesse : s'ils contribuaient à maintenir la dictature des compagnies ils participeraient aux avantages en résultant; les salaires seraient augmentés et les conditions

de travail améliorées. Par menace : au cas où les compagnies seraient vaincues dans la lutte qui allait s'engager, une réduction sensible des salaires suivrait inévitablement.

Cette entreprise, outre qu'elle constituait une tentative d'harmoniser les intérêts des employeurs et des employés, au détriment de ceux-ci bien entendu, constituait une conspiration gigantesque pour dresser l'industrie des chemins de fer contre le reste de la société en promettant à ceux qui vivaient de cette industrie et à ceux qui en recevaient des profits, de recueillir les bénéfices de l'opération.

On aura une idée de la puissance que pouvait atteindre l'association projetée quand on saura qu'elle pouvait réunir d'une part des centaines de milliers d'actionnaires — parmi lesquels les plus grands financiers d'Amérique —, et d'autre part un million sept cent mille cheminots. On peut dire qu'une association de ce genre qui grouperait sinon la totalité, au moins la plus grande part des uns et des autres, serait irrésistible.

Les compagnies sacrifièrent de grosses sommes d'argent pour la mettre debout. Elles donnèrent des traitements princiers à ceux des leaders de l'organisation ouvrière qui acceptèrent de seconder leurs desseins. Des tracts, des brochures furent distribués partout, en grand nombre. Mais tout cela ne donna que de maigres résultats. La tentative des compagnies a échoué. Il n'y a plus maintenant qu'à dissoudre une Association incapable de réaliser l'objet qu'on lui avait assigné.

L'échec doit être attribué surtout aux cheminots. Pour conservateurs et ignorants qu'ils soient — en général — ils ne pouvaient pas ne pas voir que la nouvelle organisation, d'une forme si particulière et fonctionnant sous le patronage des compagnies, mettait en danger leurs propres organisations syndicales. Aussi, malgré la pression exercée sur eux, ils s'abstinrent; ils laissèrent les barons des chemins de fer livrer, seuls, ce qui était leur propre bataille. Ceux-ci, voyant qu'il n'y avait rien à faire, abandonnèrent leur machiavélique projet et adoptèrent aussitôt une nouvelle tactique : ils ont renoncé à leur attitude arrogante et dictatoriale à l'endroit du public, mais par contre ils ont entrepris une politique de combat contre les cheminots.

En terminant le récit de cette tentative avortée, il convient de noter que P.-H. Morrissey, président de l'Association défunte, était un employé qui avait présidé autrefois la plus importante des organisations ouvrières, la « Fraternité des Employés de chemins de fer ».

Les compagnies lui servirent un traitement annuel de cinquante mille francs. Et elles ne l'abandonneront pas. L'une d'entre elles vient de lui confier de hautes fonctions. Ainsi les capitalistes américains récompensent ceux des leaders ouvriers qui trahissent leurs camarades.

Chicago, 1^{er} juin 1913.

W.-Z. FOSTER.